

dont la codification numérique est 17, ainsi que pour les réserves indiennes d'Obedjiwan, de Weymontachie, de Odanak, de Wôlinak et de Coucoucache.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29264

Gouvernement du Québec

Décret 22-98, 7 janvier 1998

CONCERNANT l'autorisation à la Société de l'assurance automobile du Québec d'octroyer un contrat d'entretien et d'utilisation des logiciels Computer Associates

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le gouvernement peut, par règlement, sur recommandation du Conseil du trésor, déterminer les conditions des contrats faits par un ministère ou un organisme public et prévoir les cas où ces contrats doivent être soumis à l'autorisation du gouvernement ou du Conseil du trésor;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1166-93 du 18 août 1993, le gouvernement a édicté le Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et organismes publics, lequel est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 31 du règlement cadre précité, le gouvernement exerce le pouvoir d'autoriser l'adjudication d'un contrat d'un montant de 1 000 000 \$ ou plus non prévu dans le cadre d'une programmation contractuelle approuvée par le gouvernement;

ATTENDU QUE la Société de l'assurance automobile du Québec utilise, pour assurer le bon fonctionnement de ses applications sur ordinateurs centraux, un portefeuille de 59 logiciels de la compagnie Computer Associates. À chaque année des frais d'utilisation et d'entretien doivent être payés à cette compagnie;

ATTENDU QU'à la suite du remplacement de ses ordinateurs centraux, la Société de l'assurance automobile du Québec a avantage à accepter la proposition de Computer Associates visant la suspension des licences actuellement détenues au profit d'une seule licence basée sur la capacité des ordinateurs au coût maximum de 3 048 502 \$ pour une période de cinq ans;

ATTENDU QUE cette entente négociée avec la firme Computer Associates permet d'obtenir des économies de plus de 574 258 \$ sur les frais de mise à niveau, d'utilisa-

tion et d'entretien des logiciels, de simplifier l'administration des contrats et de permettre une plus grande souplesse d'utilisation des logiciels impliqués;

ATTENDU QU'en tant que propriétaire des droits sur les logiciels impliqués, Computer Associates est le seul fournisseur capable de fournir les services requis par la Société de l'assurance automobile du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

QUE la Société de l'assurance automobile du Québec soit autorisée à conclure, avec Computer Associates, un contrat pour l'utilisation et l'entretien pendant cinq ans de certains logiciels au montant maximal de 3 048 502 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29265

Gouvernement du Québec

Décret 23-98, 7 janvier 1998

CONCERNANT la nomination de deux membres du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.2 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20), la Commission de la construction du Québec est composée d'un conseil d'administration formé de dix-sept membres dont un président;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 3.2 de cette loi prévoit notamment que six membres sont nommés après consultation des associations représentatives et trois membres sur la recommandation du ministre du Travail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.3 de cette loi, les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans et qu'à la fin de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.4 de cette loi, une vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée en suivant le mode prescrit pour la nomination de la personne à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu des deuxième et troisième alinéas de l'article 3.7 de cette loi, les membres du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec, autres que le président, ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret 785-97 du 11 juin 1997, madame Christiane Barbe était nommée, sur la recommandation du ministre du Travail, membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec pour un mandat de deux ans, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du même décret, monsieur Yves Paré était nommé, après consultation des associations représentatives, membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec pour un mandat de deux ans, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail:

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec, jusqu'au 10 juin 1999:

— monsieur Jocelyn Dupuis, directeur général, FTQ-Construction, en remplacement de monsieur Yves Paré;

— monsieur Jean-Pierre Vézina, directeur principal, Lemieux Nolet, en remplacement de madame Christiane Barbe;

QUE ces membres reçoivent une allocation de présence de 200 \$ par journée ou de 100 \$ par demi-journée de séance après qu'ils aient participé à au moins l'équivalent de 12 journées de séance du conseil d'administration de la Commission ou d'un de ses comités permanents durant une même année dans la mesure où, dans le cas des réunions des comités permanents du conseil d'administration, ces réunions se tiennent une journée distincte de celles du conseil d'administration;

QUE ces membres soient remboursés pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles applicables aux mem-

bres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29266

Gouvernement du Québec

Décret 24-98, 7 janvier 1998

CONCERNANT une aide financière à TRIPAP INC. par la Société de développement industriel du Québec d'un montant maximal de 27 200 000 \$

ATTENDU QUE TRIPAP INC. projette la modernisation de son usine de papier de Trois-Rivières;

ATTENDU QUE cette entreprise a demandé l'aide du gouvernement pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., c. S-11.01), la Société de développement industriel du Québec exécute tout mandat que le gouvernement lui confie pour favoriser la réalisation d'un projet présentant un intérêt économique important pour le Québec en accordant l'aide définie par le gouvernement;

ATTENDU QUE lors de sa séance tenue le 4 novembre 1997, le comité exécutif de la Société de développement industriel du Québec a recommandé d'accorder à TRIPAP INC. une aide financière sous forme d'une garantie de la perte sur un prêt d'un montant maximal de 32 000 000 \$ dans une proportion de 85 % pour les trois premières années du prêt, de 80 % pour les quatrième, cinquième et sixième années et de 75 % pour la dernière année;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater la Société de développement industriel du Québec pour accorder à TRIPAP INC. une aide financière sous forme d'une garantie de la perte sur un prêt d'un montant maximal de 32 000 000 \$ dans une proportion de 85 % pour les trois premières années du prêt, de 80 % pour les quatrième, cinquième et sixième années et de 75 % pour la dernière année;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie: